

# C'est une révolte ? Non, Sire, c'est une révolution !

**A**u moment où est rédigé, début mars 2011, cet éditorial, nul ne sait jusqu'où ira le mouvement des profondeurs qui bouleverse actuellement les pays du sud de la Méditerranée. Ici et là les peuples ont pris ou tentent de prendre leur destin en mains en renversant les dictateurs qui, jusque hier, imposaient avec violence leur loi. Des dictateurs-exploiteurs dont on découvre entre autres le niveau véritablement hallucinant de leur cupidité. Nous sommes tous fascinés par le courage de ces femmes, de ces hommes qui osent affronter des polices répressives et des armées, voire des milices de mercenaires, au départ sans autres armes que leur impressionnante détermination, en sachant parfaitement qu'ils peuvent, par dizaines ou par centaines, perdre la vie dans cette lutte inégale pour recouvrer leurs droits.

Et il s'agit bien d'une lutte qui concerne avant tout la reconquête des droits inaliénables qui sont foulés au pied par les dictatures, au premier rang desquels la liberté et la dignité. Les revendications pour de meilleures conditions matérielles d'existence ne sont certes pas absentes de ces combats mais à l'évidence elles ne sont pas premières. « L'homme ne vit pas que de pain » disons-nous de façon récurrente dans *Diasporiques*. Les événements présents illustrent parfaitement la légitimité de cette affirmation : c'est pour des idées et pour un idéal que des hommes et des femmes acceptent de mourir. Nous n'avons pas affaire à des jacqueries mais bien à des révolutions.

Cela étant, ce n'est évidemment pas à nous de dire aux peuples en question ce qu'ils doivent faire desdites révolutions une fois leur phase aiguë achevée, comme c'est peut-être déjà le cas en Tunisie ou en Égypte. Il ne va pas de soi qu'ils choisiront exactement le même type d'organisation politique que la nôtre, notamment du point de vue de la question centrale de la laïcité de l'État, quelle que soit son appellation. Nous ne pouvons ignorer qu'il existe, dans les pays dont nous parlons, aujourd'hui heureusement déstabilisés par rapport à leur récente rigidité dictatoriale, des courants dits « islamistes », souvent jusqu'alors réprimés, et qui n'en ont pas du tout la même conception que nous. Ces courants existent, ils ne sont pas tous intégristes, ils doivent être pris en compte dans leur diversité. C'est à ces pays qu'il appartient de tenter de résoudre de façon démocratique le problème de leur coexistence avec d'autres courants de pensée.

Hors nivellement par une dictature, les sociétés modernes sont par essence hétérogènes et leurs différentes composantes peuvent ne pas se référer nécessairement aux mêmes valeurs. Et pourtant, partageant un même territoire et une même organisation politique et sociale, elles doivent impérativement finir par trouver ce que les Québécois appellent des « accommodements raisonnables » pour passer du stade du conflit à celui de son dépassement. La clé, s'il en est une, permettant de progresser dans cette direction est ce que nous avons déjà évoqué sous le nom de *principe de réciprocité* : « Je peux admettre de reconnaître ce que tu es si tu veux bien reconnaître toi-même ce que je suis ». Mais l'acceptation effective de ce principe, nous le savons bien, est loin d'aller de soi !

Du sud de la Méditerranée, nous voici insensiblement revenus en France. Une France dont les actuels dirigeants n'ont pas su comprendre assez vite – c'est vraiment le moins qu'on puisse dire ! – l'importance de ce qui se passait là-bas. Une France que l'extrême-droite et les plus hauts responsables de l'État tentent de remobiliser autour d'eux en lançant conjointement un faux débat sur la laïcité, aussi consternant que celui, naguère, sur l'identité nationale. Une nouvelle opération purement opportuniste qui, à l'évidence, prendra une fois encore pour cible l'islam au travers de l'image particulièrement réductrice qu'on ne manquera pas d'en donner. Or la laïcité, ce n'est ni le rejet de l'autre ni un nivellement dans le cadre d'une « identité » unique, c'est tout au contraire l'assomption de la légitimité des différences de croyances et de convictions, fussent-elles conflictuelles, au sein d'une société multiculturelle, pour autant que soit largement partagée la volonté d'affronter et de dépasser les conflits qu'elles engendrent.

Pourquoi, en fait, cette convergence entre le Chef de l'État et la championne de la droite extrême ? L'hypothèse que nous formulons dans le précédent éditorial nous semble confortée par cette nouvelle initiative présidentielle : celle d'une préparation non du premier mais bien du second tour des élections de 2012. Au prix – bien lourd – du déplacement du débat national dans le champ choisi par les deux partenaires qui rêvent l'un et l'autre de s'affronter lors du scrutin final. Jeu dangereux s'il en fut, comme en témoigne l'impressionnante montée des intentions de vote en faveur du Front National ! L'opposition ferait bien, quant à elle, au lieu de se placer sur le seul terrain des choix économiques et sociaux, d'accepter d'affronter ouvertement la difficulté, aujourd'hui, du vivre ensemble, du « faire société », de mettre en lumière les conflits culturels sous-jacents et la nécessité en même temps que la possibilité de les dépasser, bref d'entrer dans le jeu de ce que nous appelons une conflictualité assumée et un renouvellement de nos pratiques démocratiques. C'est une urgence ! ☉

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons avec une infinie tristesse la mort, le 22 février 2011, de Richard Marienstras, créateur du Cercle Gaston-Crémieux qui fut à l'origine de la revue *Diasporiques*. Hommage sera rendu dans le prochain numéro de la revue à une personnalité exceptionnelle.